



Index : AFR 31/6549/2017  
19 juin 2017

## DÉCLARATION PUBLIQUE

### CÔTE D'IVOIRE. IL FAUT CONTINUER DE RENFORCER LES CAPACITÉS ET LA COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE DES DROITS HUMAINS

Conseil des droits de l'homme des Nations unies  
Trente-cinquième session  
6-23 juin 2017

Amnesty International se félicite du développement en Côte d'Ivoire d'un environnement juridique propice aux activités des défenseurs des droits humains, en particulier grâce à l'adoption de la Loi portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme en 2014 et à la publication de son décret d'application en 2017.

Néanmoins, l'organisation craint que l'achèvement simultané de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et du mandat de l'expert indépendant sur le renforcement des capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme ne réduise dangereusement l'appui et la surveillance de la part de la communauté internationale, au moment même où les défis en matière de droits humains ne cessent de croître. Comme l'indique l'expert indépendant dans son rapport, la situation sécuritaire demeure fragile dans le pays<sup>1</sup>.

Bien que les défenseurs des droits humains soient désormais un peu mieux protégés, il reste beaucoup à faire pour lever les restrictions qui pèsent encore sur les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. En effet, les journalistes et les syndicalistes continuent d'être pris pour cible en raison de leurs activités<sup>2</sup>. Un projet de loi sur la presse, en cours d'examen, contient des dispositions qui limitent le droit à la liberté d'expression et prévoit des sanctions en cas de diffamation, d'outrage au Président de la République ou de diffusion de « fausses informations ».

Au moins huit personnes ont été tuées récemment lors de mutineries et d'affrontements entre les forces de sécurité et des militaires démobilisés, ce qui met en évidence la nécessité de renforcer l'obligation de rendre des comptes et d'exercer un contrôle civil plus étroit sur les

---

<sup>1</sup> Rapport de l'Expert indépendant sur le renforcement des capacités et la coopération technique avec la Côte d'Ivoire dans le domaine des droits de l'homme, A/HRC/35/43, par. 74.

<sup>2</sup> Des dizaines de membres d'un syndicat enseignant ont été rétrogradés et mutés dans des zones reculées sous des prétextes flous, après avoir participé à une série de grèves des travailleurs du secteur public en janvier 2017. Le 12 février 2017, six journalistes ont été arrêtés et placés en détention à Abidjan pour avoir traité le sujet des mutineries. Inculpés de publication de fausses informations et d'incitation à la mutinerie, ils ont été détenus deux jours sans pouvoir consulter d'avocat.

organes chargés du maintien de l'ordre. Il s'avère tout aussi indispensable d'entamer un processus en faveur de la vérité, de la justice et de la réconciliation pour les infractions perpétrées pendant la crise de 2010-2011 et par la suite.

Alors que le mandat de l'expert indépendant tire à sa fin, Amnesty International encourage la Côte d'Ivoire à solliciter une assistance technique durable auprès du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH). Plus particulièrement, l'organisation exhorte les autorités ivoiriennes à faciliter l'établissement d'une entité du HCDH une fois l'ONUCI terminée et à permettre des visites régulières dans le cadre des procédures spéciales thématiques.

Elle les appelle à travailler en coopération avec le Conseil afin de maintenir la situation des droits humains dans le pays à l'ordre du jour de cette instance pour les deux prochaines années et de veiller à ce que le HCDH suive constamment l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport final de l'expert indépendant. Cela indiquerait sans équivoque que les autorités ivoiriennes entendent véritablement améliorer la situation des droits humains dans le pays, comme elles s'y sont engagées.